

**MOUVEMENT
POUR UN RETOUR
AU MONDE
(MRM)**

RÉVÉLATION ET ÉTAT DE LA MALADIE

Ces temps-ci beaucoup d'humains ont contracté un virus qu'on dit échappé d'une bestiole ou d'un laboratoire. Beaucoup en sont morts, la plupart n'a ressenti que de légers symptômes, voire aucun. L'épidémie et la façon de la gérer se sont imposées comme transformatrices de l'état du monde et de sa gestion par les pouvoirs en place. Les spécialistes prédisent que la situation ne fera qu'empirer. C'est tout à fait vraisemblable. La population ne croit pas à un retour à la normale. Ce qui arrive cependant est bien normal du point de vue de la dynamique sociale actuelle. La crise a l'avantage de révéler ce que nous cherchons à nous dissimuler : les normes sociales que l'on a acceptées sont étrangères à la raison humaine.

Ce que cette crise sanitaire révèle avant tout est simplement que la société dans laquelle nous sommes incorporés est malade.

De cette maladie les spécialistes ne parlent guère. Les mesures sanitaires qu'il conviendrait d'envisager ne sont pas de leur ressort. La maladie qui accable le vivant porte un nom qu'ils n'entendent pas : *séparation*. La société a pensé s'affranchir du monde ; elle l'a déserté spirituellement et dévasté matériellement. Le spécialiste tout entier pris par une fonction très étroite ne voit généralement pas ce qu'il fait, il ne perçoit pas le sens du travail auquel il se livre, ni comment il peut être amené à accentuer la maladie.

Malgré tous ses savants et toutes les promesses extravagantes la société industrielle n'a pas rejoint les étoiles et il nous faut humblement reconnaître qu'il n'existe présentement qu'un seul lieu où l'humain puisse se tenir : une terre habitable, ce que les peuples indigènes nomment la Terre Mère et que des esprits occidentaux sensibles aux ravages de la civilisation, tels Rousseau, Thoreau, Reclus, Weil et plus près de nous Charbonneau ou Kaczynski, ont vu s'éloigner. Au demeurant ce lieu unique n'était, jusqu'à il y a peu, pas si déplaisant.

La maladie qui progresse avait un peu partout suscité, bien avant la diffusion du nouveau virus, un vif ressentiment et une agitation sociale salubre mais inquiétante pour la gouvernance ; l'état d'exception qui recouvre désormais le monde étouffe la contestation par la généralisation opportune de mesures de confinement. Comme toujours, la réduction des libertés est justifiée par la sécurité des populations.

Bien entendu rien de ceci n'est susceptible de s'attaquer au mal qui s'étend. Attendre le salut de « gestes barrières », c'est méconnaître la cause de la maladie. Nous serons peut-être préservés du virus mais assurément nous n'échapperons pas aux nouvelles crises et aux progrès du désastre et de l'enfermement qui les accompagnent.

Pour mieux saisir le mal dont nous souffrons il n'est pas inutile de revenir aux idéaux dont on a beaucoup parlé et dont on parle encore quelques fois comme des fondements du contrat social. Une société qui se prétend libre, égalitaire, fraternelle et démocratique, plutôt que de se gargariser de mots creux qu'elle agite comme de poussiéreux étendards de vertu, devrait s'assurer qu'ils ont encore une quelconque consistance. Cela exige d'abord de définir ces idéaux et le cas échéant de réaffirmer leur légitimité. C'est à partir de là qu'on jugera de la

valeur véritable de l'action politique. C'est alors qu'on réalisera à quel point ce qui est proclamé s'accorde effectivement avec ce qui est entrepris.

Si l'on procède ainsi et que par exemple on s'entend pour admettre que la **liberté** est avant tout la possibilité de déterminer soi-même et avec ses proches les lois que l'on entend se donner dans le but d'œuvrer à satisfaire directement ses besoins essentiels (assumer sa subsistance), on constate que cela est assez éloigné de se procurer un revenu en échange de sa soumission aux besoins d'une mystérieuse et insaisissable organisation économique. C'est assez éloigné de récupérer des produits généralement *made in China* dans un hangar (ou une boutique de luxe) ou de se les faire livrer à domicile.

La subsistance, c'est naturellement le monde vivant qui est le mieux disposé à l'accorder pourvu que soit recherchée une harmonie avec l'ordre naturel plutôt que son dépassement.

Il importe d'observer comment, à l'opposé de cela, la force qui gouverne ne cesse de spolier et privatiser les ressources naturelles, comment elle a instauré un droit qui s'oppose désormais au libre usage des plantes et des semences, à la construction d'une cabane dans les bois. Comment elle a confisqué la souveraineté politique du peuple pour la transférer à des institutions anonymes.

Si on ajoute à cela l'obligation de vivre au milieu de la prolifération de toutes sortes de nuisances et sous un contrôle toujours renforcé, on mesure l'ampleur de la dépossession de nos existences.

Si l'on s'entend pour admettre que le principe d'**égalité** impose qu'une société où règne l'abondance ne soit pas une société où sévit la misère, la coexistence de nantis et de démunis témoigne immédiatement de la contradiction de ce principe.

L'ordre libéral a propagé l'idée que le dominant, ou celui qui se plaçait au service de la domination et des machines qui gouvernent, avait plus de mérite et donc de droit à l'accumulation de richesses que celui qui ne faisait que travailler à nourrir ses proches par une savante et respectueuse relation cultivée avec le monde vivant. Dans le même temps il a tout organisé pour que l'argent aille à l'argent et se concentre sans limite. À tel point que tous les savoirs traditionnels sont tombés en désuétude, et que la terre a été accaparée par les machines du Crédit Agricole et les fonds de pension. À tel point encore que le roi de l'informatique en personne s'arrogue charitablement, avec les moyens et les intentions qui lui appartiennent, la charge de la mauvaise santé du monde.

L'égalité ne se réduit pas à une question matérielle ; encore doit-elle agir sur le plan des responsabilités et de la reconnaissance attribuables à chacun, à chaque classe de population. Cette considération se rapproche du principe de **fraternité** et sous-entend une proximité entre les êtres ainsi que le partage d'une raison commune, ce qui est l'antithèse de tous les ségrégationnismes et notamment celui que les transhumanistes appellent de leurs vœux.

Si l'on consulte l'étymologie pour dire que la **démocratie** serait de laisser le pouvoir de gouverner au peuple souverain, on ne peut qu'admettre que ce principe est largement absent. Gustave Lefrançais dans l'introduction à son étude sur le mouvement communaliste rédigé à la suite de la Commune de Paris en 1871 émettait que *« depuis 1789, notamment, la France se débat entre deux termes opposés qui expriment tout le passé et aussi tout l'avenir des sociétés modernes. Ces deux termes sont Autorité et Loi, c'est-à-dire, d'un côté l'arbitraire dans le pouvoir, de l'autre, la justice dans le Droit, dont la Loi doit devenir la garantie pour tous, au lieu d'en demeurer la restriction au*

profit de l'autorité, et conséquemment au détriment de l'ordre social véritable ».



Si l'on considère que toutes ces notions ainsi entendues avaient été revendiquées à plusieurs reprises depuis la révolution de 1789 comme des principes fondateurs d'un contrat social, et si donc tout ceci est légitime, alors on en conclura que depuis la supposée instauration de la démocratie en France, la conduite des affaires politiques a principalement été menée à l'encontre de ce que ces slogans républicains revendiquaient, à l'encontre des aspirations populaires, à l'encontre de ce que les gouvernement auraient dû respecter, à l'encontre de la constitution. Et que l'histoire politique française qui n'a cessé

d'être celle de la trahison des gouvernants, est essentiellement illégitime. Dans nos sociétés de masse presque tout s'oppose systématiquement au respect des idéaux que l'on vient d'évoquer.

Au demeurant il n'y a là rien de propre à la société française ; l'histoire humaine est l'histoire de cette malédiction que nous ne parvenons pas à lever et qui nous impose de travailler au service de l'oppression et de notre soumission au progrès de la catastrophe. Être aux prises avec une malédiction est assez déplaisant ; cela devient insupportable lorsque ceux qui s'efforcent au péril de leur vie de la lever sont constamment trahis par ceux là même qui font mine de les soutenir.

Les libéraux depuis trois siècles prétendent avec force arguments qu'en dépit de nos malheurs, ce qui arrive est inéluctable. Mais alors pourquoi se donnent-ils tant de mal pour faire valoir leurs intérêts ? Pourquoi commettent-ils tant de crimes ? Pourquoi répriment-ils sans retenue ceux qui s'insurgent contre leurs malversations ?

RUPTURES PROPHYLACTIQUES

Nous appelons à soigner le mal à sa source et à prendre sans plus tarder les mesures sanitaires exigées par les progrès de la maladie sociale.

Le chemin de la guérison passe, selon notre prescription, par le retour au monde vivant. Le mouvement dans lequel nous situons vise à ce but. Il s'oppose diamétralement à la progression de notre enfermement dans un monde d'artifices et au contraire s'active à favoriser la réapparition d'humains aptes à cheminer vers l'autonomie en s'organisant sans pouvoir central coercitif pour subvenir par eux-mêmes et avec leurs proches aux nécessités vitales.

L'expérience des ZAD et mieux encore l'existence des communautés paysannes indiquent assez bien comment ceci peut exister mais aussi ce qui rend cet objectif difficile à tenir. Il convient donc de prévoir les dispositions pour surmonter ces difficultés dont une des principales est évidemment la façon dont le Capital s'est rendu propriétaire du monde, comment il le transforme et en profite selon ses intérêts, comment il entend le conserver à tout prix. Il s'agit de retrouver une force commune pour le contraindre à lâcher prise. Autant dire une tâche qui, si on s'en tient à l'expérience historique, semble impossible. De fait c'est bien là un objectif proprement révolutionnaire – dont l'accomplissement est d'ailleurs plus qu'incertain.

Pourtant sauf à s'accommoder de nos maux on ne peut y renoncer. Il faut supposer qu'il existe une chance de sortir de l'impasse dans laquelle l'évolution sociale nous a engagés. Il convient donc de reprendre le processus révolutionnaire là où la bourgeoisie l'a autrefois sabordé.

La maladie dont nous souffrons est une conséquence de l'échec du processus révolutionnaire, de la pensée révolutionnaire et des pratiques révolutionnaires. Pour en guérir on ne peut que tenter de reprendre ce processus là où il en est. Le reprendre également en modifiant ce par quoi la révolution sociale a pu faillir. Le socialisme s'est bien trop laissé happer par le modèle de développement industriel promu par le capitalisme ; il est temps de revenir à la recherche de rapport harmonieux entre les communautés humaines et le monde vivant. Il ne peut y avoir de révolution sociale sans ce mouvement de retour au monde.

En 1871, la Commune de Paris a voulu briser le centralisme étatique qui avait largement failli, afin de rétablir la possibilité d'une authentique gouvernance citoyenne. Il y avait dans cet élan la volonté de réunir les intérêts et besoins des travailleurs artisanaux et des paysans. Les intérêts dominants qui tirent immédiatement profit de la mise au pas des populations ont tout fait pour s'opposer à cela.

La répression de la Commune de Paris par la bourgeoisie d'Adolphe Thiers fut peut-être le plus abject épisode de l'histoire de France, non seulement bien-sûr par sa sidérante cruauté mais aussi par tout ce qu'elle a gâché d'espoir héroïque au service d'un avenir qui nous eut épargné la maladie actuelle, et au passage la boucherie de la première guerre mondiale.



MESURES GÉNÉRALES

Les dispositions sanitaires à prendre sont de simples mais radicales mesures de bon sens. En ce monde où la raison humaine s'est égarée dans une étrange raison sociale, il ne faut pas s'étonner qu'elles n'apparaissent pas comme telles.

La première chose à faire est de reformuler un contrat social qui inscrit comme fondement de sa légitimité les aspirations exprimées par le peuple et non par les organisations entrepreneuriales.

Pour cela il est bon de tirer profit de l'histoire des mouvements sociaux. Une des principales leçons que nous enseigne cette histoire, c'est qu'une communauté d'êtres libres ne peut s'organiser qu'avec des personnes qui le désirent et qui y sont préparées, ce qui aujourd'hui en Europe n'apparaît guère que sur des territoires restreints tels que villages ou ZAD.

Le modèle de sociétés qui permettrait éventuellement de poursuivre notre guérison exige de faciliter l'émergence de ces territoires libres. Que cette émergence ne soit pas prohibée au motif qu'elle contredit la notion de « souveraineté nationale » ou de « raison d'état ». Se guérir de nos maux exige de s'attaquer à ces deux notions qui ont permis de dépouiller le droit de la justice, comme en témoigne le droit accordé aux affairistes de s'approprier le vivant.

RÉDUIRE LA DÉMESURE

La démesure est depuis longtemps la cause majeure de nos maux ou du moins son symptôme : « *Nous vivons dans un monde où rien n'est à la mesure de l'homme ; il y a une disproportion monstrueuse entre le corps de l'homme, l'esprit de l'homme et les choses qui constituent actuellement les éléments de la vie humaine, tout est déséquilibré.* » (Weil)

C'est à ce déséquilibre qui a atteint le cœur de la vie économique qu'il faut s'attaquer.

La démesure est d'abord démographique et territoriale. Un groupe trop nombreux ou un territoire trop étendu ne peuvent se gouverner selon des principes démocratiques. Il leur faut des délégations de toutes sortes qui vicent les rouages sociaux. Et donc il faut faire confiance aux humains qui se trouvent là où ils habitent pour se gouverner selon leurs désirs.

Après avoir œuvré sur ce premier champ, les autres champs de la démesure pourront être travaillés d'autant plus aisément. Parmi ceux-ci figure en bonne place la démesure économique. Depuis cinquante ans la propagande par laquelle le Capital maintient son emprise soutient la succession ininterrompue de transformations rendant la société moins libre, moins juste, moins fraternelle. C'est ainsi par exemple qu'on a pu en arriver à voir un footballeur disposer de revenus mille fois supérieurs à ceux de l'ouvrier qui passe sa vie dans l'usine qui lui fabrique une voiture. Pourtant, quand bien même ils n'eussent pas été assortis d'un tel salaire, les gestes techniques de Zidane n'auraient pas été moins admirables : la star ne se serait pas transformée en agent publicitaire chargé d'inciter ses fans à changer de chaussures, de portable, d'ordinateur ou de 4x4, l'organisation de ce réjouissant spectacle eut assurément été moins indécente.

Une société juste pourrait inscrire dans ses fondements la hauteur de l'échelle qui relie les hauts et bas revenus, mais elle ne devrait pas avoir à le faire tant cela devrait sembler à chacun procéder du bon sens. En tout état de cause cette échelle ne peut excéder ce qui pour un être humain sépare la nécessité vitale du superflu. Définir le superflu n'est pas aisé, c'est une notion subjective puisque aussi bien elle dépend des besoins que la publicité nous inculque jour après jour ; la nécessité vitale, elle, est bien plus objective. Susciter chez les uns des besoins artificiels alors que les besoins vitaux des autres ne sont pas satisfaits, est le propre de la société industrielle libérale. Bien entendu l'étendue des biens que possède une entreprise ou une institution privée ne saurait, elle non plus, dépasser certaines bornes.

Comme à chaque apparition de dispositions sociales plus justes, les appétits les plus voraces hurleront et menaceront d'aller s'établir ailleurs entraînant avec eux leurs capitaux. Il faut le savoir, s'y préparer et ne pas le craindre ; il faut même s'en réjouir. Les centres de production industriels sont déjà des établissements aussi volatiles que les flux monétaires spéculatifs. La collectivité trouvera les moyens de se substituer aux entreprises défaillantes et pourra en confier le fonctionnement à ceux qui le désirent.

Les grands projets inutiles et dispendieux seront abandonnés. Les ressources ainsi économisées, au lieu de constituer des profits garantis, seront réaffectées là où elles pourront utilement servir les besoins humains. Il importe de saisir que les moyens financiers ne sont pas essentiels pour revenir au monde. Le monde vivant est là en effet, disposé à une entente cordiale avec tous ceux qui n'aspirent pas à devenir des accapareurs et savent en faire bon usage. Il n'a guère besoin d'échanges financiers ; si on évitait de monnayer l'eau qui tombe du ciel

ou de transformer les plaines fertiles en zones commerciales, la vie resterait basée sur des échanges et interactions de gratuité. Elle ferait ses comptes solidairement.

LA FORMATION D'ESPRITS LIBRES

Ce qui risque de frustrer dans ce retour au monde, c'est ce que le pouvoir de la publicité sur notre subconscient nous fait désirer quand bien même il ne s'agit bien souvent que de consommation toxique. Le citoyen doit cesser d'être réduit à un consommateur que les affairistes manipulent à leur guise et parquent dans des lotissements. Il est temps de soustraire de l'espace public les messages publicitaires qui s'y amoncellent en le dénaturant.

La propagande est l'endroit par lequel la falsification s'insinue. Il est difficile de lutter contre la perversion du vrai. Le meilleur des moyens est encore de former les esprits à penser et juger librement de ce qu'ils ont sous les yeux. C'est en étendant au plus grand nombre la faculté de penser par soi-même qu'il est envisageable de se prémunir des idéologies pernicieuses et de combattre la démagogie. On ne saurait attendre la recherche du vrai uniquement des philosophes et intellectuels ; ceux-ci, en tant que spécialistes, ont aussi leurs obligations et raisons de travestir la vérité dès lors qu'ils se rapprochent des centres de pouvoir. (Les scientifiques sont devenus dans l'ensemble un bon exemple de cette corruption.)

L'éducation est sensée nous élever vers l'âge adulte, un âge où l'être est supposé disposer de ses facultés et les employer pour s'épanouir. *Le retour au monde* signifie que cet épanouissement s'inscrit dans le vivant plutôt que dans le monde artificiel et commercial. Il suppose de réapprendre à nommer ce qui nous entoure. Le langage réhabilitera le sens perdu du lien entre

le réel et sa représentation verbale. À côté de ce premier apprentissage fondamental on trouve la connaissance du passé. L'histoire, une fois dépouillée des récits officiels, est une base de connaissance indispensable. Celle de la géographie et de la compréhension du vivant ne l'est pas moins. Il faut aussi s'instruire de philosophie, de rudiments de géométrie et de logique mathématique.

L'être vivant n'a pas besoin de grandir immergé dans un monde numérique. L'attirail qui insère les jeunes enfants dans une réalité virtuelle n'est pas moins effrayant que l'obligation qui leur est faite ces jours-ci de respirer à travers un masque. Il est bien préférable de se connecter au monde des bois et découvrir heureusement la philosophie et l'économie de la nature. L'enfant devrait avec profit être initié aux savoirs qui traditionnellement aidaient les humains à cohabiter avec le vivant. Il gagnerait aussi à poursuivre des activités artistiques populaires plutôt que de consommer de l'industrie culturelle de masse.

REMETTRE LA POLITIQUE SUR PIED

S'il est un phénomène qui désespère les volontés les mieux endurcies, c'est bien l'affligeante médiocrité de la vie politique, activité qui devrait au contraire être empreinte de rigueur et d'exigence. La corruption de la politique est régulièrement exploitée par les populistes et démagogues de toutes sortes qui prétendent qu'avec eux les choses seraient différentes. L'histoire montre ce qu'il en est.

On attend en vain qu'une embellie survienne en la matière, et pour cause. C'est l'organisation même de la vie politique qui est défailante. Redonner aux humains la faculté de délibérer sur leurs conditions de vie est une mesure essentielle qui, en théorie – une fois le champ de la démesure borné

et la liberté de penser retrouvée –, redevient envisageable. Il est évident qu'il conviendrait de redonner aux communautés locales certaines marges d'autonomie.

D'abord il s'agit de soustraire l'activité politique de la convoitise des arrivistes, qu'ils soient à la recherche de prestige ou de richesses matérielles : la rendre moins attractive d'un point de vue des avantages qu'elle offre directement ou indirectement à ceux qui l'exercent – grâce à toutes sortes de collusions. Le fonctionnaire politique pourrait tout de même bénéficier d'un salaire minimum ou du moins d'un *revenu de solidarité active*. Le seul privilège subsistant serait la satisfaction de constater que son dévouement politique est utile à la société.

On gagnerait beaucoup à faire précéder l'accès à la fonction politique d'un séjour dans certains lieux sensibles de la société – hôpitaux, usines, fermes, prisons, etc. –, afin de faire connaître la réalité de ces lieux.

D'une manière générale il importe que les responsabilités politiques ne soient pas affaire de spécialistes, que chaque catégorie de population y accède et que la durée des mandats ne soit pas excessive.

L'impunité et la complaisance que la classe politique s'accorde doivent être abolies. Il ne devrait d'ailleurs plus exister de « classe politique » mais des mandats courts et révocables que chaque citoyen devrait assumer. Les responsables politiques convaincus de malversations méritent d'être plus sévèrement sanctionnés que les criminels de droit commun. Le plus grand crime n'est pas celui que l'on attribue aujourd'hui à presque tout opposant radical qui s'active à saboter les dispositifs carcéraux dans lesquels nous sommes pris, mais ceux qui dégradent la fonction politique et par là-même le bien-être social.

On sait bien que les institutions, comme les humains, sont corrompibles, même et surtout celles en charge de la surveillance. Ce n'est pas à une instance composée de représentants d'élite que doit revenir la charge de surveillance mais à une assemblée populaire. Assurément toutes ces agences – comité d'éthique, commission nationale de l'informatique et des libertés, inspection générale des polices, autorité de sûreté nucléaire, commission du génie biomoléculaire, agence de sécurité sanitaire, etc. – fonctionneraient plus conformément à leur mission. En attendant on peut sans hésiter les supprimer et réaffecter à l'hôpital public les crédits épargnés.

Au lieu que le choix et la sélection de son personnel constituent le climax de la vie politique, ils n'en seraient qu'une péripétie, l'essentiel étant de se focaliser sur les débats relatifs au choix de société non imposés par les intérêts dominants. À cet égard on peut sans crainte de préjudice supprimer le droit des lobbies de s'incruster dans les délibérations publiques pour en biaiser l'issue.

Parmi les délibérations politiques essentielles il en est une totalement absente de la vie politique : la question de nos progrès. L'humanité étant une espèce évolutive au rythme des avancées techniques, la question de la liberté devient celle d'être *libre de ses progrès*. Sans cela la liberté des individus se retrouve considérablement amoindrie et ce d'autant plus que le progrès s'accélère. C'est ce qu'il se passe dans nos démocraties où il n'est jamais question de discuter des avancées techniques. C'est ce que les libéraux appellent « la nécessité » et qui n'est autre que leur besoin d'entretenir la concurrence économique pour en tirer profit, qui nous condamne à vivre avec la 5G, la 6G, la biologie de synthèse, les nanoparticules, les laboratoires d'armes bactériologiques, les poubelles nucléaires, etc.

Se libérer de nos progrès doit donc devenir un des objets du débat politique, ce qui ne veut évidemment pas dire qu'on s'oppose à toute avancée, mais au contraire qu'on désire y souscrire dans la mesure où elles nous paraissent désirables.



STRATÉGIE

À n'en pas douter les mesures sanitaires que nous préconisons remettraient le monde social d'aplomb. Elles sont d'ailleurs moins farfelues que celles qu'imposent jour après jour les autorités, même les plus débiles.

Si pourtant elles apparaissent utopiques c'est que notre mouvement se heurte à tous les conformismes qui nous étouffent, à toutes les lâchetés qui nous entraînent à collaborer avec l'ordre établi. La plus grave de ces lâchetés est peut-être d'ordre intellectuel, celle du déni de réalité qui fait croire que tout cela est inéluctable ; ou que le pouvoir pourrait dans le même temps faire advenir la catastrophe et nous en épargner. Ce mouvement se heurte ainsi aux peurs. Bien des peurs sont inhérentes aux calamités naturelles ; elles sont pourtant bien moins effrayantes que l'effroi engendré par l'horreur sociale qui s'approfondit. Il est urgent de saisir ce qui nous arrive et de nous inquiéter de ce qui est le plus inquiétant.

20 On ne peut pour l'heure compter ni sur les institutions ni sur les personnes à l'aise dans leurs relations avec la société actuelle pour reconnaître la nécessité de ce mouvement. C'est à toutes les autres qu'il revient de s'y engager et de réfléchir aux nécessaires ruptures de leur existence politique. Néanmoins il est possible de penser que chacun pourra se joindre au mouvement et y trouver sa place.

C'est essentiellement une question de volonté. Chacun gagnerait à reprendre possession de son existence, de ses capacités à penser sa vie et à la construire plutôt que la subir. L'émancipation consiste d'abord en cela. C'est l'affaiblissement de nos volontés individuelles qui permet à la gouvernance d'étendre sa domination.

Comme on le sait les révolutions ne peuvent intervenir que lorsqu'un nouvel horizon est prêt à se substituer à l'ancien. Dès lors c'est bien stratégiquement par les deux bouts qu'il convient de nous guérir. Nous proposons de travailler simultanément d'une part à coproduire des conditions d'existence autonomes et d'autre part à saper la marche du développement durable.

Ceci, nous l'avons déjà largement documenté et on peut s'y référer (*Ici et là, quelques choses de notre histoire ; Aux Zad citoyens ; Manifeste pour l'invention d'une nouvelle condition paysanne ; Pour un retour tardif (et incertain) au monde*).

Il nous faut poursuivre la critique, voire le démantèlement, des dispositifs et institutions sociales anti-démocratiques, inégalitaires, liberticides, destructrices du commun et d'une manière générale d'avantage soucieuses des intérêts dominants que du sort des humains.

Quoi qu'il en soit, il ne fait guère de doute que notre époque est celle du dénouement du combat vital. Chacun disposant d'un tant soit peu d'ambition cherchera à ne pas s'absenter de l'histoire qu'il traverse.

Notre mouvement appelle toutes celles et ceux qui jugeront nos prescriptions utiles, à les populariser afin que les rouages de la démocratie les administrent comme il convient. On ne peut qu'espérer que notre époque renoue avec l'esprit

de vérité et de justice et que les confusions massives qui se sont propagées dans nos cerveaux se dissipent.

Vingt-cinq ans après le manifeste sur *l'avenir de la société industrielle* de Kaczynski, quarante ans après l'essai de Charbonneau sur la liberté, soixante ans après la révélation de *l'obsolescence de l'homme* d'Anders, quatre-vingt-cinq ans après les *réflexions* de Weil sur *les causes de la liberté et de l'oppression sociale*, cent cinquante ans après les écrits de Reclus sur *le sentiment de la nature dans les sociétés modernes*, cent soixante-quinze ans après *Walden, la vie dans les bois* de Thoreau, deux cent soixante ans après le *contrat social* de Rousseau, il est temps que cet héritage d'enseignements lumineux nous serve enfin. Il peut servir à chacun pour renouer avec la volonté de vivre.

Voilà le travail du jour qui nous fera aller mieux.

L'Observatoire de l'évolution
Hiver 2020 - printemps 2021



L'OBSERVATOIRE DE L'ÉVOLUTION
LA FONTIÉ 81300 BUSQUE